BISKRA

L'Aïd El-Adha s'annonce plus cher cette année

Le mouton de l'Aïd El-Adha, au vu de la tendance constatée sur les premières aires de vente, risque d'être hors de portée d'un grand nombre de familles au faible revenu.

Pour ceux qui, quel que soit le prix, considèrent qu'on ne peut échapper à la tradition et qui ont, déjà, commencé à tâter le mouton, le marché affiche une sensible augmentation par rapport à l'année dernière. «Pour le même mouton, disent-ils, il est demandé 2000 à 2500 DA de plus».

Une famille moyenne, d'après eux, ne pourrait s'offrir le mouton du sacrifice à moins de 17000 DA. Nombreux, du moins pour l'instant, semblent indécis et préfèrent attendre les arrivages habituels du cheptel des Hauts-Plateaux. Les aires de vente, qui ont commencé à se constituer ça et là, en effet, ne connaissent pas la grande affluence, à une semaine du jour «j» contrairement à l'accoutumée.

L'envolée des prix, prévisible, d'après certains, s'explique par le fait que, cette année, le pays a enregistré une forte pulviométrie et des chutes de neige, particulièrement sur les régions où évolue le gros des éleveurs. Cela leur offre une certaine garantie sur le plan pâturage et leur évitera d'être contraints d'écouler leur cheptel à tout prix comme c'est le cas en période sécheresse. En d'autres termes, l'offre est prévue à la baisse et les prix risquent de se maintenir et même, précisent quelques maquignons, tendre à la hausse. Ils confortent leurs prévisions en expliquant que la brebis, moins coûteuse que le mouton et sur laquelle se rabattent les acheteurs aux petites bourses. Pour d'autres initiés du domaine, la hausse des prix n'est qu'en partie liée à la clémence du climat. Pour eux, le prix, quelque peu élevé, de l'aliment (orge et foin) du bétail influe directement sur le prix de la viande. Mais, plus encore, expliquent-ils, le prix de la viande, qui se maintient aux environs de 670 DA le kg depuis quelques années, est, surtout, dû à une diminution du nombre de têtes du cheptel algérien. On constate depuis quelques années, pour ne parler que de la partie du sud-ouest du pays, que les arrivages vers le Nord pour l'Aïd El-Adha de Ouled-Djellal, de M'Sila et de Djelfa sont en perpétuelle baisse. Une grande partie du cheptel de ces régions, disent-ils, est régulièrement écoulée, de manière frauduleuse, hors des frontières du pays. Conséquement à ces «exportations» qui font le bonheur de quelques contrebandiers, le nombre de têtes se maintient ou tend vers la baisse à la grande déconvenue des consommateurs nationaux. Ces derniers, non seulement, consomment peu de viande rouge (à cause de son prix excessif), tout au long de l'année, mais se voient, en plus, privés ou contraints à de grosses dépenses pour répondre au rituel religieux une fois par an.

N. Bensalah

SECURITE PUBLIQUE

922 affaires traitées et 314 individus écroués en 2004

Selon un bilan officiel de l'année 2004, émanant de la Gendarmerie nationale d'Oum-El-Bouaghi, pas moins de 1466 personnes ont été arrêtées en 2004 dans 922 affaires distinctes, dont 34 femmes.

Présentées devant les différents parquets, les personnes incriminées ont été auditionnées et 314 individus ont été écroués. Les autres ont soit bénéficié de la liberté provisoire, soit d'autres mesures telles que celles relatives aux mineurs. 58 affaires de constitution de bandes de malfaiteurs ont vu l'implication de pas moins de 217 individus dont 111 ont été mis sous mandat de dépôt. 31 autres individus ont été inculpés de violence envers leurs ascendants mais six d'entre eux seulement ont été mis en détention du fait que ce sont souvent les victimes, à savoir la mère et le père dans la majorité des cas, qui pardonnent et ne veulent pas que leurs enfants soient détenus.

L'autre grave problème qui mérite d'être mis en évidence concerne l'agression à l'arme blanche qui constitue à elle seule presque le tiers des crimes et délits entrant dans le cadre de la sécurité publique.

En effet, 302 individus ont été arrêtés par la Gendarmerie nationale, pour coups et blessures volontaires avec arme blanche.

Nasreddine Bakha

ANNABA

L'Aïd de tous les sacrifices

A quatre jours de l'Aïd El-Adha, les marchés aux bestiaux ne désemplissent pas à Annaba et les quelques espaces dans les quartiers populaires de la ville sont envahis par des maquignons au milieu de petits troupeaux de moutons qu'ils vendent au prix fort.

Les pères de famille obligés de se conformer aux préceptes de l'Islam et à la tradition, harcelés par les enfants qui veulent avoir leur bélier, essayent tant bien que mal de résister mais abdiquent finalement et achètent le fameux mouton quitte à emprunter. Les prix flambent, on ne peut pas satisfaire sa famille à moins de 15000 DA, le minimum pour acheter un agneau plus ou moins acceptable ; les béliers, eux, trônent entre 35 et 45000 DA, des prix prohibitifs que seuls les nantis peuvent se permettre pour narguer le voisin et le pousser à faire de même. Les moins chanceux, n'ont pas encore acheté pour la plupart, ils attendent que les prix baissent, un salaire qui tarde à venir ou bien ils se rabattent sur un cousin pour lui emprunter la somme nécessaire à l'achat.

Au marché des bestiaux, les bêtes sont vendues 3 à 4 fois passant d'un maquignon à un autre et à chaque fois chacun prend sa commission gonflant ainsi les prix et les rendant inaccessibles.

D'habitude, dans les quartiers populaires, durant la semaine qui précède l'Aïd, on voit des bêtes attachées près des maisons, des enfants jouant autour ou encore des concours entre béliers, il faut dire que cette année ce n'est pas le cas, les gens n'ont plus les moyens, ils essayent de retarder le plus possible cette échéance mais ils savent qu'ils ne peuvent pas ne pas payer cette capitation annuelle qui les ruine et qui les fait vivre dans la misère 2 à 3 mois après le jour du sacrifice pour pouvoir rembourser ce qu'ils ont emprunté.

M. Rahmani

CFPA DE TASSOUST (JIJEL)

Une nouvelle spécialité et des interrogations

Une nouvelle spécialité dans le domaine du tourisme et l'hôtellerie verra bientôt le jour au niveau de l'annexe de formation professionnelle de Tassoust, à quelques encablures du chef-lieu de wilaya.

Les nouveaux stagiaires qui ouvriront le bal de cette session suivront une formation de 12 mois. La seule condition pour pouvoir postuler à cette formation destinée aux «riches» sous d'autres cieux, comme l'indiquera un enseignant, avoir le niveau de 9e année fondamentale et plus. A cet égard, notre interlocuteur, qui a requis l'anonymat, s'interroge sur le choix du lieu de formation, l'annexe de Tassoust, qui est loin de répondre aux exigences en matière d'enseignement d'une telle spécialité.

Un établissement ne disposant pas de «moyens adéquats pour la réussite de cette spécialité», précisera-t-il. A ses yeux, cette session de formation va se faire au «détriment des stagiaires». Une spécialité qui mérite qu'elle soit enseignée dans un établissement de formation professionnelle du chef-lieu de wilaya, disposant de «moyens adéquats pouvant répondre aux spécificités du domaine». Une sélection des stagiaires s'impose du fait des normes universelles pratiquées dans pareilles spécialités, soulignera cette personne.

Pour lui, le niveau d'instruction requis pour cette formation ne répond guère aux impératifs de l'heure pour un pays, qui, depuis un certain temps, fait dans la promotion touristique son credo. Le look, l'allure, l'intellectualisme sont autant de qualités que le futur réceptionniste et autre guide doivent avoir. Pour un autre enseignant, l'apprenant doit être en mesure une fois dans le monde du travail, d'assister, d'informer, d'écouter, d'orienter, d'accueillir et d'accompagner ses clients. A ses dires, par les temps qui courent, il est difficile de trouver des personnes qui ont toutes ces aptitudes. Pour ce, il exige comme son collègue une sélection des futurs postulants. «L'hôtellerie et le tourisme ne sont pas des métiers quelconques, ils posent des conditions pour leurs enseignements», finira-t-on par nous dire.

F. M.

Mise au point

Suite à votre article publié dans les colonnes du *Soir d'Algérie* le 17/11/2004 "Alerte à l'escroquerie" et usant de notre droit de réponse, nous signataires de la présente mise au point bénéficiaires de l'ex-coopérative "El Wiam", actuellement société civile immobilière "Djebel Echellala", vous prions de publier les éclaircissements suivants :

1- Rejetant les allégations fallacieuses des sieurs C.M., A.ML. eux-mêmes ex-bénéficiaires, en affirmant ne les avoir jamais autorisés à s'exprimer en notre nom.

2- Tenons à affirmer que les intéressés ont agi par manœuvre sournoise après s'être rendu compte qu'ils n'ouvraient plus droit à l'aide de l'Etat "CNL" pour l'achèvement du logement (le premier a bénéficié d'un lot de terrain, le second d'un logement).

3- La transformation de la coopérative en société civile immobilière est une mesure qui a été soumise au préalable aux bénéficiaires et était indispensable pour de nombreux avantages au profit de ces derniers, dont l'assurance FGCMPI.

4- Les bénéficiaires, parmi lesquels il existe des cadres de l'administration, des hommes de loi, des officiers de l'armée, des enseignants universitaires, suivent de près le déroulement des différentes opérations concernant la réalisation de ce projet et sont très certainement conscients de la réalité, même MCM croit pouvoir user de sa position de correspondant de presse pour déformer les faits !

SKIKDA

Assemblée ou administration populaire ?

La quatrième session ordinaire de l'APW de l'an 2004 qui s'est tenue à la salle des délibérations, mardi et mercredi, dans une ambiance "administrative", a permis aux 43 élus l'examen et l'adoption du budget primitif de la wilaya pour l'exercice 2005, évalué à 1.353.395.872,53 DA (1.098.906.023,58 DA affecté au chapitre fonctionnement et 228.000.000,00 DA à celui de l'équipement) soit en hausse de près de 18% par rapport à celui de l'exercice 2004 qui est de 1.116.968.769,14 DA.

La présentation de dossiers relatifs à la campagne des labours semailles, à l'alimentation en électricité et gaz, aux secteurs des transports, aux projets de développement local et aux inondations survenues à l'Aïd El-Fitr, par les instances concernées, a figuré notamment dans le programme de cette 10e session (dont 2 extraordinaires) de la "vie" de cette institution élue version El Islah.

Une première lecture du document du BP permet de relever une hausse dans les recettes de 16,27% par rapport à l'exercice 2004, représentant un montant de 189.427.058,39 DA, dont 80.036.551,00 DA, constituant une conséquence directe de la hausse du taux de recouvrement de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) soit 17,22%. Le reste reflète l'augmentation de l'aide de l'Etat, allouée au corps de la garde communale et au fonds de wilaya pour la promotion de la pratique du sport.

Le secteur de l'éducation, un des secteurs-clés mais dont les sommes allouées demeurent en deçà de ses besoins effectifs, a bénéficié de près de 7 millions de dinars (2 pour les grands travaux, 3 pour l'acquisition de chauffages au profit des élèves des régions déshéritées et 2 millions destinés au renforcement des cantines scolaires). Le secteur des travaux publics n'est pas en reste, un taux de 38,89% du budget affecté au chapitre équipement, soit 75 millions de dinars, lui a été alloué, pour faire face à la continuelle dégradation des chemins de wilaya, une somme que les élus dans leur majorité ont jugé insuffisante, comparativement à celle de l'exercice précédent, qui est de près de 89 millions de dinars.

La présentation des différents dossiers déjà cités a soulevé le courroux de quelques élus qui ont voulu apporter un changement au classement prévu au motif de l'importance de quelques-uns par rapport aux autres (ex. le dossier sur les inondations est prioritaire par rapport à celui de la campagne des labours semailles), mais ils ont buté sur des propos "contondants" du P/APW "il n'y aura pas de changement, puisque c'est vous qui avez voulu de cet ordre. En plus par respect au wali et selon ses vœux, on va se conformer au classement initial", des propos qu'il a pris la peine de reformuler à trois reprises. Consternation et grogne dans la salle.

La présentation par les élus du MSP du dossier relatif aux inondations survenues les 13 et 14 novembre, faisant suite à celle du bilan chiffré élaboré par l'administration et présenté par le SG de la wilaya, a relativement démérité car supposé le plus brûlant et y était teinté préalablement d'un cachet "sensationnel". Car, à part les images prises par un amateur le jour de l'incident, l'historique des inondations survenues depuis 1913 et les recommandations qui rejoignent dans leur globalité celles émises par le premier bilan, il n'aurait apporté rien de ce que nous connaissons déjà.

Désormais, dans nos archives on aura un bilan "vidéo écrit" sur les inondations du troisième millénaire à conserver dans nos tiroirs. Une co-production administration-assemblée.

La dixième session de l'APW, dont les débats se sont recentrés sur l'essentiel, que rarement pour ne pas dire nullement, prouverait encore une fois que les ambitions constructives s'effritent cruellement, et l'utopique contribution à une meilleure vie sociale comme souhaitée par les électeurs se fait de plus en plus chimérique. Le "penchant" tacite du P/APW Bourourou pour l'administration est éloquent à cet égard, ce qui a fait dire à un élu FLN "dorénavant on va faire nos sessions à huis clos, puisque vous prenez la peine de répondre à des questions destinées aux directeurs de l'exécutif", et le P/APW de rétorquer, infatigable, "c'est la même réponse qu'elle soit de moi ou du directeur concerné". No comment.

Faisant dans la surenchère politique, un élu est honnête sur ce point, "oui je suis en train de faire de la politique". Gageons que ce n'est pas au détriment de l'intérêt général. Les intentions de "nuire" à El Islah" se font ressentir à quelques interventions des élus. Les propositions pièges sont légion et le premier représentant de ce parti y tombe à merveille.

Que l'APW devienne une contre-opposition vitale et constructive pour l'intérêt de notre chère wilaya. Tel est notre vœu.

Zaïd Zoheïr